

Pour une « école de la confiance » émancipatrice

Respectable Loge, Intersection, Orient de Paris 2, Région 12

Mots-clefs : Équilibres, Forces et valeurs en tension, Diversité, Confiance

Problématique : Identifier et prendre en compte la pluralité des voies de l'émancipation et les équilibres qui les définissent

Les voies de l'émancipation sont toujours plurielles, *a fortiori* à l'école, compte tenu de la diversité des publics et des missions de l'école. Elles résultent des équilibres, variables et évolutifs, entre différentes et nombreuses forces et valeurs en tension, parmi lesquelles on peut citer, sans être exhaustif, les équilibres :

- **entre l'individu élève et le « collectif classe »**, auquel il appartient : comment concilier le développement et l'épanouissement individuels des jeunes avec la mission de socialisation, l'apprentissage d'un vivre ensemble inspiré par les valeurs de laïcité et de respect de la diversité des opinions et des croyances, qui caractérisent l'institution scolaire ou universitaire ; cette problématique trouve particulièrement à s'illustrer dans les relations garçons/filles, et l'apprentissage du respect ;

- **entre la sensibilisation à la diversité des champs du savoir**, nécessaire à l'éveil de la curiosité et à l'acquisition d'une culture générale, et l'approfondissement de certains d'entre eux, nécessaire à l'apprentissage d'une démarche scientifique, à l'exercice d'un esprit critique guidé par la raison ;

- **entre les savoirs académiques et les connaissances et compétences artistiques, culturelles, comportementales et professionnelles**, inégalement valorisées par l'institution scolaire parce que considérées comme relevant de la sphère familiale ou, en tout cas, extrascolaire ; l'école doit avoir ainsi, par exemple, la mission de conduire la critique indispensable de la pornographie, comme forme d'aviilissement et de dénaturation de la sexualité ; ou encore de nourrir la réflexion sur le respect des différences ethniques, etc. ;

- **entre l'aspiration à l'égalité sociale et à la démocratisation et la revendication de l'excellence et de l'élitisme** - qualifié de républicain et méritocratique pour être rendu acceptable, sinon légitime -, qui traduisent deux valeurs également fondatrices auxquelles l'école s'identifie, et sans qu'elle puisse renoncer à l'une au bénéfice de l'autre, sous peine de faillir à sa mission ;

- **entre l'institution scolaire et son environnement extra-scolaire**. Comment concilier la mission émancipatrice de l'école, celle qui permet à l'élève de s'affranchir de tous les déterminismes sociaux, culturels, religieux, géographiques, et la nécessaire complémentarité avec les acteurs et partenaires de l'école que sont les familles, les collectivités territoriales, les acteurs associatifs et professionnels ? En d'autres termes, comment concilier la nécessaire dimension universaliste de l'école et des savoirs avec son non moins nécessaire enracinement dans une société et un territoire ?

L'enjeu : Une institution qui a du mal à porter la diversité des équilibres nécessaires à l'émancipation

Ces équilibres sont variables d'un individu à l'autre (élève ou enseignant), d'un établissement, d'un niveau de formation ou d'un territoire à l'autre. Ils se réalisent grâce au bon fonctionnement global de l'école, grâce à la mobilisation, à l'engagement individuel, à la (bonne) volonté, aux compétences de tous les acteurs qui sont attachés à l'école et au rôle éminent et déterminant qu'elle joue pour l'épanouissement des individus en même temps que pour la cohésion et les valeurs de la société.

Sur la base de valeurs communes et très largement partagées, ces équilibres dessinent une extrême diversité des incarnations de l'école, masquée par l'attachement à son unité, confondue trop souvent avec le désir, le fantasme ou l'illusion de son uniformité.

Ces équilibres, comme les forces et les valeurs en tension qui les sous-tendent, sont largement implicites. Ils ne sont pas identifiés par les acteurs. Ils ne sont pas explicités ni organisés ni portés ni reconnus ni valorisés par l'institution scolaire ou par les responsables politiques, à quelque niveau qu'ils se situent.

Faute d'une explicitation et d'un portage institutionnel, la compréhension de l'école est renvoyée à l'infinité des lectures et des expériences subjectives, alors que sa place centrale dans la société devrait en faire un objet de débat démocratique et un enjeu politique majeur, un ciment social et politique du « vivre ensemble » au niveau national comme au niveau des territoires et des établissements.

Proposition : Libérer et encourager l'ouverture de l'école sur son environnement

Ces propositions complètent celles qui sont faites dans la fiche relative à la question « 163 Au filtre de nos valeurs, quoi et comment apprendre pour s'émanciper » ?

Faire découvrir aux élèves l'utilité pratique et sociale, dans leur vie personnelle, des enseignements qu'ils suivent : Il importe, en tout premier lieu, que l'école prenne le temps de rendre concret l'apprentissage, de montrer en quoi les connaissances théoriques acquises servent dans la vie quotidienne ou serviront plus tard à l'élève devenu adulte et citoyen.

L'école au centre mais pas le monopole d'une école fermée sur elle-même : Le temps est largement venu d'assumer, de reconnaître et d'encourager les différences des pratiques, les expérimentations et les stratégies de différenciation, la diversité et la complémentarité des acteurs qui concourent à la réalité de l'école (enseignants, établissements, encadrement pédagogique et administratif de proximité, environnement : familles, collectivités territoriales, associations périscolaires, milieux professionnels)

En finir avec le monopole et le règne de la circulaire des services centraux du ministère : On pourrait donner l'ambition collective de substituer aux circulaires et aux réglementations les expérimentations, les échanges de pratiques, les analyses et évaluations qui pourraient conduire à une harmonisation qui concourrait à la cohérence du système et au partage de ses valeurs (ce qui ne signifie pas son homogénéité, illusoire et discursive).

En bref, il s'agit de créer une « école de la confiance » qui ne soit pas un slogan ou un titre de loi, mais qui reflète l'ambition, l'exigence et la réalité d'une pratique : confiance dans les élèves et leurs familles, dans les enseignants et les équipes des établissements, dans les autorités académiques et les responsables pédagogiques et administratifs de proximité, dans les collectivités territoriales, les associations périscolaires, les milieux professionnels.

Proposition phare : en finir avec le monopole et le règne de la circulaire des services centraux du ministère.